

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 05/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLANDRES ENROBES

4ème Avenue
Port Fluvial
59120 Loos

Références : -
Code AIOT : 0007000472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2025 dans l'établissement FLANDRES ENROBES implanté 4ème Avenue Port Fluvial 59120 Loos. L'inspection a été annoncée le 27/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thématiques de l'inspection portent sur le respect des prescriptions des rejets dans l'air de l'installation, ainsi que sur la surveillance des retombées de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLANDRES ENROBES
- 4ème Avenue Port Fluvial 59120 Loos

- Code AIOT : 0007000472
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers créée en 1982, et autorisée par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 janvier 1982.

L'unité se compose d'un prédoseur de matériaux provenant du stockage, d'un tambour sécheur, d'une tour d'enrobage constituée d'un silo de stockage, d'un malaxeur et d'une trémie de chargement.

La majorité de la production est répartie sur les chantiers d'Eurovia et d'Eiffage, les 2 actionnaires de la société (respectivement 60 et 40 %).

Actuellement, environ 40 % de l'approvisionnement en matières premières est réalisé par voie fluviale.

En 2021, Flandres Enrobés a entrepris un chantier de modernisation des installations de fabrication des enrobés, afin d'améliorer les performances énergétiques et les rendements de l'exploitation. Le bardage de la tour de malaxage, le capotage du prédoseur de matériaux et l'implantation de 4 hangars à matériaux (dédiés au stockage de granulats fins essentiellement) ont conforté la modernisation de l'installation.

Des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) et de rénovation des réseaux de collecte des eaux pluviales sont prévus en 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	contrôles dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.1	Sans objet
3	Rejets	Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 3.2	Sans objet
4	Contrôles des quantités de poussières émises	Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.4	Sans objet
5	Contrôle des installations	Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 7.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques		
6	vérification périodique et la maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écart important sur les prescriptions contrôlées de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. L'exploitant met en œuvre des actions pour la réduction des envols de poussières, via des travaux de modernisation de son installation et la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement du site. Cette surveillance doit s'effectuer de manière pérenne et permettre de qualifier l'impact des activités du site sur son environnement. Aussi, l'exploitant s'engage à interpréter les données issues de la surveillance des retombées de poussières selon le taux de production du site et les conditions météorologiques. Cette mesure vise à poursuivre l'action de réduction des envols de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, envols de poussières
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, [...] susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, [...].
Constats : Interrogé sur les travaux de modernisation du site, l'exploitant indique que le nouveau bardage (réalisé fin 2023 / début 2024) et l'implantation des hangars à sables (en 2021) ont considérablement amélioré les envols de poussières. Aucune plainte de voisinage n'est recensée depuis 2021. Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater l'achèvement des hangars à sable et le capotage du malaxeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : contrôles dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, retombées de poussières

Prescription contrôlée :

Des appareils de contrôle de la pollution atmosphérique seront installés et exploités par l'industriel dans l'environnement de l'établissement. Le nombre, les types d'appareil, leur emplacement et leur modalité d'exploitation seront déterminés en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant possède un plan de surveillance des retombées de poussières du site. A ce titre, la société CERECO réalise des mesures des retombées de poussières dans l'air ambiant, au proche environnement de l'usine de LOOS.

Deux points de contrôle des retombées de poussières sont installés sur site, en amont et en aval par rapport aux vents dominants de secteur sud-ouest (propos de l'exploitant).

La collecte des poussières est assurée par des jauges Owen.

La jauge dite « aval » est localisée le long de la darse en bordure ouest du site (jauge 1) et la jauge dite « amont » est localisée à proximité des bureaux, dans le quart sud-ouest du site (jauge 2).

Au regard de la localisation des stockages et des hangars construits en 2022 faisant écran sur la partie nord-ouest du site, le positionnement des jauges semble adapté au site.

Un relevé mensuel des jauges est effectué par le laboratoire CERECO (en charge du suivi des jauges et de l'analyse des données collectées).

Les rapports d'analyses des années 2022, 2023 et 2024 ont été transmis sur demande à l'Inspection par courriel des 16 et 20/01/2025. il s'agit des données brutes mesurées par le relevé des jauges.

Au vu de l'absence de valeur seuil dans la réglementation française il est possible de se référer à la norme allemande TALUFT dont la valeur limite acceptable est fixée à 350 mg/m²/jour.

Au niveau de la jauge proche des habitations (jauge 2), on note des retombées moyennes mensuelles hétérogènes.

Années 2022 et 2023

- entre 81 et 104 mg/m²/jour pour les relevés de décembre 2021/janvier 2022, mai/juin 2022, août/septembre 2022 et avril/mai 2023;
- des pics de retombées moyennes entre 175 et 313 mg/m²/jour sont observés sur les mois de février, mars, juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre 2022.
- des valeurs de retombées moyennes de poussière dépassent la valeur limite :

- 2 en 2022 (642 mg/m²/j en mars/ avril et 666 mg/m²/j en avril/mai) ;
- 4 en 2023 (2008 mg/m²/j en mars/avril, 402 mg/m²/j en juin/juillet, 927 mg/m²/jour en octobre/novembre et 429 en novembre/décembre). Selon le laboratoire CERECO, de fortes pluies ayant ramené les poussières avec elles dans les jauges peuvent être responsable du dépassement important sur la période mars/avril.

Au titre de l'année 2024, l'exploitant a transmis 3 rapports référencés comme suit :

- B24/R10515/00168 pour la période du 14/12/2023 au 22/01/2024 ;
- B24/R10515/00172 pour la période du 22/01/2024 au 14/03/2024;
- B24/R10515/00171 pour la période du 14/03/2024 au 13/06/2024.

La valeur de retombée de poussières au droit de la jauge 2 n'est pas conforme sur la période du 22/01 au 14/03/24 (416 mg/m²/j).

L'impact s'est amélioré au regard des années précédentes. Néanmoins l'inaccessibilité de la jauge

2 du fait de la végétation et la disparition de la jauge 1 ne permettent pas d'analyser les résultats avec exactitude.

Interrogé sur les disparités des résultats obtenus, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les raisons des valeurs supérieures à 350 mg/m²/j hormis l'influence de la météo. L'exploitant affirme diminuer ses approvisionnements afin d'éviter d'avoir des zones de stockage surchargées. Par ailleurs, interrogé sur l'inaccessibilité de la jauge 2 en 2024 et l'absence de relevé pour le second semestre 2024, l'exploitant indique que la jauge 2 s'est envolée avec le vent au second semestre 2024 et la jauge 1, à proximité du quai, a dû être emportée lors d'un chargement/déchargement de péniche. L'exploitant expose qu'en absence d'alerte du laboratoire et du manque de suivi du chef d'équipe de l'installation, les deux jauges ont été remises en état seulement en janvier 2025.

Une compilation des données est réalisée par l'exploitant, mais l'interprétation ne permet pas de qualifier l'impact réel de la société Flandres Enrobés

Les rapports d'analyse méritent d'être interprétés pour qualifier l'impact des activités de la société sur son environnement.

L'exploitant indique, qu'à compter de 2025, il est prioritaire de respecter un suivi strict du plan de surveillance des retombées de poussières.

Lors de la visite terrain, l'Inspection constate que les 2 jauges sont de nouveau implantées sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A compter de la réception du présent rapport, l'exploitant effectue la surveillance des retombées de poussières de manière mensuelle et pérenne.

Sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant indique à l'Inspection les actions mises en œuvre pour interpréter les remontées mensuelles de retombées de poussières liées à l'activité du site, et ainsi qualifier l'impact des activités de la société sur son environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux de pluie seront collectées par des caniveaux et dirigées vers un bac dégraisseur-

décanteur avant leur rejet dans l'égout. Il en sera de même pour les eaux de lavage, de vidange et les purges des différents appareils.
<p>Constats :</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbures est présent sur le site.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 10/01/2025, le bordereau de suivi de déchet relatif au curage du séparateur hydrocarbures (BSD n°BSD-20231020-8KDXE1WP9). Les boues issues du séparateur ont été collectées par la société C.A.P. Industries le 26/10/2023 (quantité estimée à 2,5 tonnes) pour traitement par la société S.H.L à Gondecourt le 30/10/2023.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant informe l'Inspection avoir procédé au curage du séparateur en janvier 2025. L'Inspection a pu consulter la facture d'intervention de CAP Industries du 15/01/2025 et le bordereau de suivi des déchets correspondant (BSD 20250103-RB2ZGPGXX).</p> <p>L'exploitant renseigne Trackdéchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles des quantités de poussières émises

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités de poussières émises par la cheminée devront être contrôlées de façon continue. Les résultats des contrôles devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale d'un an.</p> <p>Des contrôles pondéraux devront être effectués sur la cheminée au moins une fois par an, par un organisme agréé. Pour permettre ces contrôles, des dispositifs obturables et commodément accessibles devront être prévus sur la cheminée à une hauteur suffisante.</p> <p>Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>La mesure continue des émissions de poussières est assurée par un opacimètre. Les résultats de ces mesures sont collectés mensuellement sur clé USB.</p> <p>Une alerte permet d'informer l'exploitant en cas de dépassement du seuil de 80 mg/Nm3 correspondant à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 10/01/2025, les contrôles annuels des émissions atmosphériques réalisés par la société Dekra. Ces contrôles font suite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'intervention du 15/06/2023 (rapport n°077645952301R001 du 16/08/2023) ; - et à l'intervention du 29/08/2024 (rapport n°E54423212401R001 du 23/09/2024). <p>Les concentrations en poussières, CO, SO2, NOx et COV indiquent la conformité de l'installation.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Contrôle des installations électriques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1982, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'installation électrique de l'ensemble des installations sera entretenue en bon état et contrôlée annuellement par un organisme.
Constats : La vérification périodique des installations électriques est confiée à la société SOCOTEC. L'exploitant a transmis, par courriel du 14/01/2025, les deux derniers rapports de vérification du site décrits ci-après. 1- Le rapport n°25200/23/15673 en date du 03/07/2023 suite à vérification complète de l'installation du 20/06/2023. Les conclusions dudit rapport indiquent 10 observations déjà signalées lors des vérifications précédentes ; 2- Le rapport n° 25200/24/19244 en date du 05/09/2024 suite à vérification complète de l'installation du 05/09/2024. Les conclusions dudit rapport indiquent 1 observation déjà signalée lors des vérifications précédentes, à savoir l'absence d'identification du TGBT dans le local bungalow TGBT. Par courriel du 10/01/2025, l'exploitant a transmis le photo (référence: img_1321.jpg) attestant la pose d'étiquettes conformément aux recommandations de la société SOCOTEC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : vérification périodique et la maintenance des équipements
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions. Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a transmis, par courriel du 10/01/2025, le rapport d'intervention de la société SAPIAN (n°1855947_002_00_001) suite à la vérification et la maintenance des 45 extincteurs du site le 02/09/2024. Ce rapport a été porté au registre de sécurité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

